



IDÉES
La dette de Rio Tinto
et le Québec
Page B 5

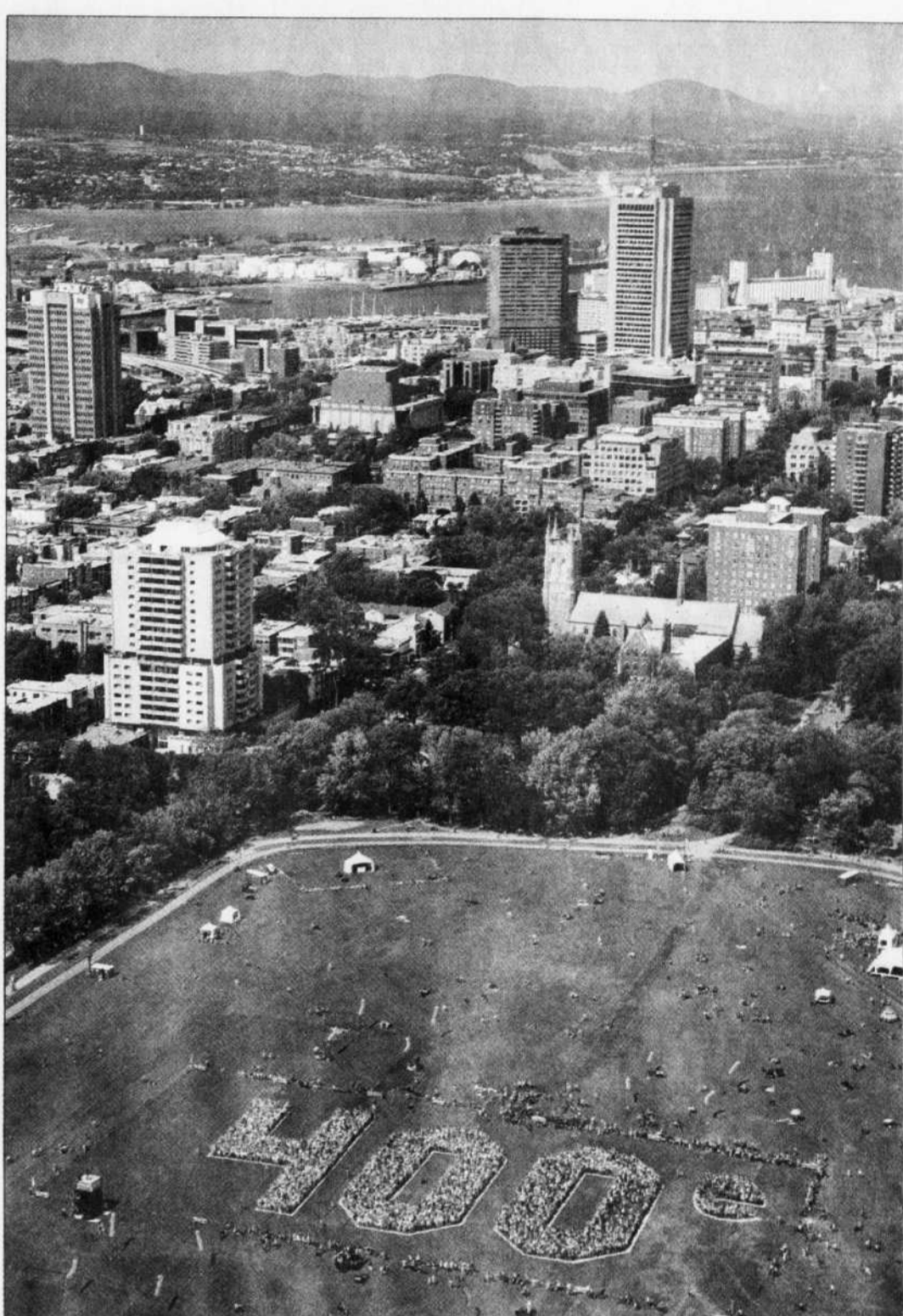


PHILOSOPHIE
Ce que Marx dirait de la crise
financière
Page B6

PERSPECTIVES



MATHIEU BÉLANGER REUTERS



PAUL DIONNE

2009: une autre année chanceuse pour Québec

Rien ne semble vouloir arrêter Québec. Même la crise financière semble transformer les faiblesses de son économie en avantages. Dès lors, pendant que d'autres cherchent à sauver les meubles, la capitale attaque 2009 avec rien de moins que le projet d'un nouveau Colisée, d'une candidature olympique et d'un TGV!

ISABELLE PORTER

Québec — «La région de Québec sera probablement la moins touchée par le ralentissement en 2009», avance François DesRosiers, professeur de gestion urbaine et immobilière à l'Université Laval, en rappelant que la capitale affiche le taux de chômage le plus faible de la province à 3,6%. «C'est dû à un ensemble de facteurs, dont la structure de l'économie de la région. La fonction publique demeure très forte. Il y a aussi tout ce qui touche les services, les produits financiers comme l'assurance, l'éducation. Tous ces secteurs sont relativement stables. Donc, ce qui pourrait en temps normal être un inconvénient devient un avantage important dans le contexte actuel.»

Le promoteur du projet d'un nouveau Colisée, Mario Bédard, abonde dans le même sens. «Je crois qu'il n'y aura pas vraiment de ralentissement à Québec», plaide ce comptable respecté qui a été notamment trésorier de la Société du 400. «Je travaille dans une firme importante et on vient de finir notre meilleure année à vie. À Québec, notre économie est axée sur le gouvernement, les services, et est moins forte du côté des

exportations et du manufacturier. [...] Les gens se sont souvent plaints du fait que Québec est une ville gouvernementale, mais quand il y a un ralentissement, on est moins touchés.»

Certes, mais de là à investir 300 millions dans un nouvel amphithéâtre, n'y a-t-il pas une marge? M. Bédard se montre confiant. «Notre avantage, c'est que dans un contexte difficile, les gouvernements cherchent à investir dans des projets d'infrastructures et c'est exactement ce que nous avons.»

Lors de la dernière campagne, Jean Charest s'est d'ailleurs engagé à investir 50 millions dans l'aventure d'un nouveau Colisée. Pour M. Bédard, «il n'est plus question de reculer».

La crise, un atout pour l'achat d'une équipe

Lancé cet automne, le projet d'amphithéâtre vise à recueillir 50 millions au sein de la population, un autre 50 millions de la Ville et 100 millions de chacun des gouvernements. Les sièges se vendent 1500, 3000 ou 5000 \$, somme qui sera remboursée en cas d'échec du projet. Pour l'instant, le groupe en a vendu 1229 sur 13 000. En comptant les salons vendus, il a récolté cet automne un peu plus du dixième de la somme requise (5,7 millions).

Le promoteur reconnaît que la crise peut nuire à la vente de sièges à court terme. «C'est sûr que ce n'est pas facile d'amener les gens à dépenser 5000 \$ pour un amphithéâtre dans cinq ans.» Or ajoute-t-il, une nouvelle entente avec Desjardins permettra bientôt aux gens d'étaler leur paiement sur plusieurs mois. «Si on leur offre de payer 31 \$ par mois pendant 60 mois, c'est plus vendeur.» Quant à la vente de salons corporatifs au coût de 25 000 \$ au secteur privé,

elle ne l'inquiète pas du tout puisqu'au moins 36 des 50 salons disponibles ont déjà trouvé preneur.

Selon Mario Bédard, la crise financière place même Québec dans une position enviable pour acquérir une équipe de hockey. «Il y a une dizaine de clubs dans le sud des États-Unis qui ont des difficultés; en Caroline, en Floride... En Arizona, les places dans les loges se vendent aujourd'hui à 20 \$. Si leurs revenus continuent de tomber, ces clubs vont devenir précaires et on peut devenir intéressants.»

Et ce n'est pas tout. Les dernières listes d'épicerie du maire Labeaume visent des centaines de millions d'investissements dans la capitale: agrandissement du PEPS de l'Université Laval, agrandissement du Musée national des beaux-arts, centre de diffusion d'Ex Machina sous l'autoroute Dufferin (le «Diamant»), nouveau Centre de foires, modernisation de l'anneau de glace Gaétan-Boucher, prolongement de la promenade Samuel-De Champlain, développement du projet de la Neurocité avec l'Université Laval, nouveau centre de dédouanement à l'aéroport, transformation du monastère des Augustines en un centre de ressourcement, modernisation de la maison Dauphine pour les jeunes de la rue, reconstruction du Manège militaire...

Enfin, Québec a dans ses plans trois grands projets particulièrement coûteux. Le maire vient de lancer un plan d'infrastructures de 7 milliards sur 15 ans (égouts, trottoirs, routes, etc.) et on parle toujours d'une ligne de TGV Québec-Chicago, ainsi que d'une candidature olympique pour 2018 ou 2022.

Peut-on vraiment penser rassembler à la fois les milliards du TGV, les centaines de millions

des Olympiques et ceux de l'amphithéâtre? François DesRosiers rappelle que ces projets s'inscrivent dans «le long terme».

«Quand Québec parle des Jeux, ce n'est pas pour tout de suite», fait-il valoir en ajoutant que le projet du TGV en est quant à lui à sa huitième étude de faisabilité. Or, le maire Labeaume et le premier ministre Jean Charest semblent résolus à pousser le projet de train à grande vitesse et, aux dernières nouvelles, ils prévoyaient faire des annonces dans ce dossier dès le retour des Fêtes.

Mais ces projets ne risquent-ils pas de se retrouver en concurrence? «Les Olympiques ont besoin d'un amphithéâtre de toute façon», répond M. Bédard, qui rêve aussi de voir passer le TGV près de son amphithéâtre.

«En ce qui concerne le TGV, pour moi, ce serait juste une bonne nouvelle et une plus value pour mon projet.»

Québec veut la première place du podium

On l'aura compris, Québec baigne depuis quelques mois dans la confiance et la fierté retrouvées. Lors d'un discours récent devant la Chambre de commerce, le maire, Régis Labeaume, a déclaré qu'il souhaitait faire de la capitale «la ville la plus attrayante et la plus performante du Canada». Rien de moins. À près d'un an du prochain scrutin municipal, les parfums de campagne électorale se font déjà bien sentir. «Et je réponds immédiatement aux sceptiques, s'il y en avait: quelle a été la ville la plus attrayante au pays en 2008? Et pourquoi ne pourrait-elle pas le demeurer dans l'avenir?»

VOIR PAGE B2: QUÉBEC

Gestion de projets

Inscrivez-vous à notre populaire programme en gestion de projets! Cette formation pratique s'adresse aux gestionnaires et professionnels qui désirent suivre un programme approfondi. Les cours sont offerts une fois par semaine, en soirée, commençant le 12 janvier 2009. Le contenu de ce programme est conforme aux normes reconnues mondialement par le Project Management Institute (PMI®).

■ (514) 398-5454 | www.mcgill.ca/conted-general

Une carrière en traduction vous intéresse?

Un certificat ou un diplôme en traduction peut vous donner accès à une profession langagière en pleine expansion.

Une soirée d'information au cours de laquelle on présentera les exigences et le contenu des programmes se tiendra le 6 janvier 2009, au 688, rue Sherbrooke Ouest, salle 1041, à 18 h.

■ (514) 398-1484 | www.mcgill.ca/conted-translation



McGill
Centre d'éducation permanente

PERSPECTIVES

On nous prend pour des valises



GIL COURTEMANCHE

Les gens qui gravitent autour des marchés financiers et boursiers se sont beaucoup amusés durant les dix dernières années. Copains, copains, les spécialistes, courtiers, investisseurs, économistes-conseil et commentateurs ont joué à la hausse, utilisé les « hedge funds » et jonglé avec les produits dérivés, ces chimères inventées par des ordinateurs. Et ils ont récolté. Jamais les revenus des plus riches n'avaient augmenté autant par rapport au revenu moyen que durant ces dix glorieuses pour les « gens de la finance ». Car pour les autres, vous et moi, les gouvernements plaident le déficit zéro, les entreprises invoquent la concurrence féroce des pays émergents, pour geler ou presque les salaires, pour demander des concessions aux travailleurs. Pendant que l'univers financier multipliait millionnaires et milliardaires, les travailleurs signaient des conventions collectives à rabais. Voilà un aspect de la crise dont on parle peu.

Et puis, on nous prenait vraiment pour des valises. Après la faillite d'Enron et de quelques autres géants américains, les autorités réglementaires proclamèrent: « Plus jamais ça, nous avons compris. » Quelques emprisonnements spectaculaires de pauvres milliardaires épinglés suivirent, et nous, les « valises » avons cru qu'un minimum d'ordre avait été imposé dans cette jungle que nos gouvernements semblaient incapables de gouverner. Mais il faut plus de conneries, de roulardise, de fraudes, de cupidité pour que nos gouvernements songent à gouverner. Il faut que le ciel leur tombe sur la tête, penserait-on. Mais non.

C'est le pétrole qui nous est tombé sur la tête, et dans les pays pauvres, la crise alimentaire. Gouvernements et spécialistes nous expliquaient que le ciel nous tombait sur la tête parce que l'offre et la demande nous tombaient sur la tête. Il ne fallait pas y voir de sombres manipulations, de manœuvres machiavéliques orchestrées par des spéculateurs insensibles à la pauvreté grandissante de mon chauffeur de taxi ou de celui de Dakar. Non, tout cela était dans l'ordre des choses normales, cela faisait partie de l'immuable dans le meilleur système au monde, le capitalisme néo-libéral.

Là, on ne nous prenait plus pour des valises, on nous prenait pour des malles. On ne nous demandait pas d'avalier des couleuvres, mais des anacardes.

Le 17 juillet, le prix du baril de pétrole a atteint 147 \$, escalade fulgurante toujours provoquée par les deux dieux de l'économie, l'offre et la demande. A Radio-Canada (c'est ce que j'écoute), personne n'a jamais évoqué une quelconque forme de spéculation, une cupidité des raffineurs. Aujourd'hui, le prix du baril a chuté de plus de 300 %, ce qui veut dire, selon les spécialistes de ma chaîne préférée, que la demande a chuté de 300 % ou que l'offre a augmenté dans la même proportion. Allo! Est-ce qu'il y a un pilote dans l'avion?

Ce matin, on s'interrogeait placidement sur la hausse soudaine de 8 ¢ cents le litre le 1^{er} janvier, hausse qu'on disait inexplicable. Plus de profit peut-être? Meilleur rendement pour les actionnaires? Pourquoi ne pas avancer cette possible explication tout en conservant son air objectif et professionnel, ce même air qu'on affichait quand on expliquait l'offre et la demande à 147 \$ le baril et qu'on nous assurait que la spéculation n'avait joué aucun rôle? Ce système est atteint de cancer; pourrions-nous parler de la maladie plutôt que de ses inconvénients? Parler de la maladie. C'est ce qu'on nous a promis à Washington, quand Sarkozy est venu faire la leçon à Bush. Pour le moment, force est de dire qu'on se concentre sur les inconvénients, sur les désagréments de la maladie. Un plan de relance pour un cancer, c'est quelques années, une sorte de rémission. On ne parle que de plan de relance, on pompe en intraveineuse des sérums quelconques dans le malade en attendant qu'il aille mieux. Personne ne réfléchit sur la maladie du capitalisme contemporain: 10 fois la production mondiale brute en capital spéculatif qui se promène dans le monde, comme le souligne l'économiste Louis Gill. Dix fois ce que nous produisons tous ensemble et qui cherche à profiter encore plus de ce nous créons.

Les Bourses internationales ont chuté en moyenne de 30 à 40 % en 2008. L'année prochaine, selon *The Economist*, pourrait être aussi catastrophique. Si cela ne suffit pas à pousser à la remise en question fondamentale de tout le système, que faudra-t-il?

Pierre Vadeboncoeur a écrit, un peu en dérision: « Tout sauf le socialisme. » Il a raison, on ne regarde que dans le capitalisme pour guérir le capitalisme, même si, pour le sauver, on recourt un peu partout à la nationalisation. Le problème, c'est que les socialistes ont failli eux aussi à réinventer le modèle. Et plutôt que de critiquer les relances, les progressistes doivent se mettre à leur planche à dessin et proposer, imaginer d'autres avenues, d'autres voies que le sauvetage des prédateurs.

Quelques propositions sont venues ici qui méritent réflexion. La CSN propose d'augmenter le salaire minimum. Les gens pauvres dépensent. Les riches économisent ou voyagent. Les pauvres font rouler l'économie. François Saillant a proposé d'investir massivement dans le logement social. Quand la construction va, tout va, dit l'adage. Mais ce serait encore mieux si on développait un programme de logement social qui obligerait les promoteurs ou les municipalités à utiliser une forte proportion de bois dans l'érection de ces logements. Pour lutter contre la maladie mondiale, il faut penser à des défenses locales: l'économie sociale qui crée des emplois et assure la solidarité communautaire, l'aide aux producteurs du terroir qui ajoutent de la plus-value dans le morne paysage agricole, le développement des coopératives, etc. Devant la richesse qui se mondialise et dont le contrôle nous échappe et parfois nous casse, nous devons créer nos propres sources de richesse. C'est un exercice de réflexion que je propose à tous mes amis progressistes. Bonne année de réflexion.

Sherif Gomaa, premier Égyptien à être condamné pour harcèlement sexuel

CLAUDE GUIBAL

Le Caire — C'était l'été et Noha Rushdie marchait dans la rue. À hauteur d'un minibus, la jeune femme a vu le bras du chauffeur passer par la fenêtre et lui empoigner violemment les seins. Sans être banale, la scène est loin d'être exceptionnelle. C'est même une triste réalité pour une majorité des femmes qui vivent au Caire et l'ont au moins vécu une fois. D'ordinaire, elles explosent de colère, sans pouvoir faire plus. Noha Rushdie, elle, ne s'est pas arrêtée là. Cette réalisatrice, âgée de 27 ans, a forcé le conducteur à sortir, et l'a forcé à se rendre au commissariat voisin. Il y a quelques semaines, Sherif Gomaa, 28 ans, est ainsi devenu le premier homme à être condamné pour harcèlement sexuel en Égypte. Trois ans de travaux forcés, une peine pour l'exemple qui a sidéré le pays.

«À la maison»

Pour le Centre égyptien des droits de la femme, ce verdict est un pas important. L'été dernier, il publiait un rapport indiquant que 83 % des femmes égyptiennes se disent victimes de harcèlement sexuel dans la rue. L'ONG s'est lancée dans une campagne médiatique après un fait divers qui a suscité la polémique en 2006. Lors d'un jour férié, une foule d'hommes surexcités avaient attaqué sans distinction des femmes circulant en ville. « Voilées ou pas, vieilles ou jeunes, ils leur ont sauté dessus en essayant de les toucher partout », ont rapporté des témoins à *Libération*.

Ce ne sont pas tant les faits eux-mêmes, pas spécifiques à l'Égypte, qui ont provoqué le scandale, que l'absence de réaction de la police et des autorités, dans un pays où le moindre mouvement de foule est d'ordinaire sévèrement réprimé. Le scandale a pris de l'ampleur quand le ministère de l'Intérieur a violemment nié que l'incident ait pu avoir lieu, accusant des blogueurs qui avaient dénoncé les faits, films à l'appui, de chercher à nuire à la stabilité du pays. Un crime relevant de la loi d'urgence.

La polémique a mis en évidence un courant ultraconservateur en pleine expansion dans la société. « Ces femmes qui traînent dans la rue, elles le cherchent, non? » note Ahmed Zayed, vendeur dans une pharmacie. Cet homme de 25 ans estime que la place des femmes est « à la maison ». Partisan des cafés « pour femmes seulement », qui commencent à voir le jour dans la capitale, il est interloqué quand on lui demande s'il se sent proche des frères musulmans. « Je suis moderne, et religieux sans excès. Je dis ça pour leur bien: les femmes doivent être mises à l'écart de la violence de la société. »

Dans une entrevue récente donnée au journal *Al-Ahram*, la première dame d'Égypte, Suzanne Moubarak, d'ordinaire promotrice des droits de la femme, a consterné les féministes en accusant les médias et les islamistes d'exagérer l'importance réelle du harcèlement. « Elle ne met jamais les pieds dans la rue, comment pourrait-elle savoir ce que nous vivons? » s'interroge Fatma



Suzanne Moubarak, première dame d'Égypte, a consterné les féministes en accusant les médias et les islamistes d'exagérer l'importance réelle du harcèlement sexuel.

Mohamed. Cette étudiante en lettres est furieuse contre la campagne qui fait fureur sur le Web: une photo montrant deux sucettes, l'une avec son emballage, l'autre sans et couverte de mouches. Au dessus, un slogan: « Voile ta sucette. » Le message est clair: pour ne pas être importunée, sois décente. Fatma est voilée.

Ça ne l'empêche pas d'avoir droit, quasi quotidiennement, aux sifflets et aux réflexions de nature sexuelle.

« Les voilées sont agressées autant que les autres », souligne la militante Engy Ghozlan, qui voit dans le harcèlement le signe d'une frustration intense. Sexuelle, avec la radicalisation religieuse et le coût exorbitant du mariage, qui a fait reculer l'âge des unions. Mais la frustration est aussi économique, avec un taux de chômage dépassant les 20 %: « Certains voient les femmes comme des menaces pour leurs emplois », reprend-elle.

Stigmatisées

Selon Irin, l'agence d'information des Nations unies, il y aurait 55 viols par jour en Égypte. Ils ne font quasiment jamais l'objet de plaintes tant les victimes se sentent coupables et ont peur d'être stigmatisées par leur entourage et la société. En menant à bout son combat judiciaire, Noha Rushdie a contribué à la prise en compte du problème.

Les autorités se sont même senties obligées de réagir en arrêtant, il y a peu, 400 adolescents au Caire pour « comportement indécent » envers les passantes. Noha, elle, fait à nouveau les titres des journaux, bien malgré elle. Son avocat a récemment déclaré regretter l'avoir défendue et l'accuse d'avoir un passeport israélien. Un « crime » suffisant en Égypte pour jeter le discredit sur elle et sa cause.

Libération

QUÉBEC

SUITE DE LA PAGE B1

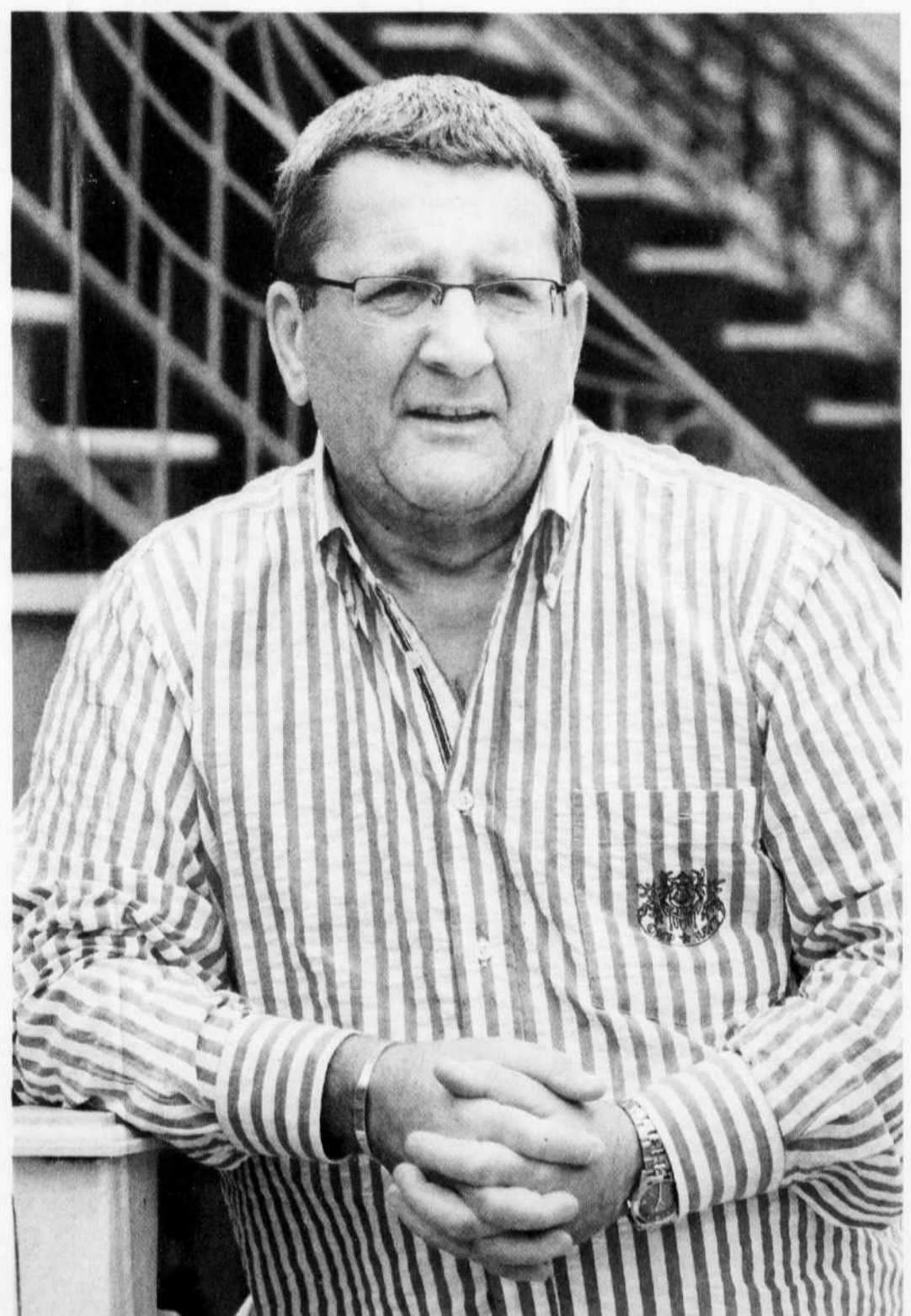
Or, s'il est un secteur où Québec la toute puissante pourrait être vulnérable en 2009, c'est bien le tourisme, fait remarquer l'économiste François DesRosières. « Les millions du 400 ne seront pas là en 2009. Les agences de voyages vont réduire le nombre de vols, le tourisme de congrès risque de diminuer. » Quand au tourisme en provenance des États-Unis, il décline depuis déjà plusieurs années. Dès lors, l'aéroport qui connaît un regain d'activité depuis quelques mois va être exposé à de nouvelles tempêtes...

Mais ce ne sont pas les milieux d'affaires qui vont décourager le maire Labeaume. « Nous comme gens d'affaires, c'est justement dans des situations économiques difficiles qu'on va pousser pour aller de l'avant », nous disait la présidente de la Jeune chambre de commerce, Viviane Lyrette, lors d'une entrevue début décembre. « Quand on met la main à la pâte, les élus n'ont pas le choix de suivre. Si on veut que les choses changent, c'est à nous de mettre la table. C'est un peu le principe du nouvel amphithéâtre: est-ce qu'on aura ou pas une nouvelle équipe de hockey, ce n'est pas ça la question. Ce qui est sûr, c'est que si on ne fait rien on n'en aura pas. »

N'empêche que Québec disposait de près de 100 millions à investir dans ses fêtes de 2008, et le moins qu'on puisse dire, c'est qu'on sera loin du compte cette année. D'emblée, comme le martèle le maire, la crise financière a accru encore davantage le poids des caisses de retraites sur les finances municipales. Or, quand il en va du rayonnement de la ville, Régis Labeaume se montre rassurant. Interrogé par un journaliste sportif plus tôt cet automne, il avait déclaré que la Ville avait de l'argent mais qu'il ne fallait pas le dire trop fort à cause des négociations avec les employés de la Ville...

Pour se donner une marge de manœuvre, M. Labeaume vient de créer un nouveau « fonds des grands événements » de 8,5 millions, auquel la Ville veut associer les restaurateurs et hôteliers. Ce capital serait investi notamment dans le retour du *Moulin à images*, l'été prochain, et d'autres activités estivales dont on garde le secret d'ici au mois de mars. « On va prendre des risques, aller chercher des primeurs, déclarait-il le soir du 31 décembre. Ça n'aura pas l'ampleur de son qu'on avait cette année, mais on va garder le cœur. » Néanmoins, ce soir-là, le maire ne cachait pas que le financement d'un tel programme était ardu. « Si nous, comme dirigeants, on laisse tomber cette vague-là, ça n'aurait pas de bon sens. On passerait des années à s'en mordre les doigts. Alors on va faire en sorte d'aller chercher le plus d'argent possible, on va tirer les dollars au maximum. C'est là qu'on va voir si on est aussi créatifs qu'on le pense. »

Le Devoir



Régis Labeaume, maire de Québec

CLEMENT ALLARD LE DEVOIR

PERSPECTIVES

Science 2009

Dans la boule de cristal des scientifiques

En 2008, nous avons vu le plus puissant accélérateur de particules démarrer, puis tomber en panne. La sonde Phoenix a touché le sol de la Planète rouge, on a créé le premier génome entièrement artificiel et les ours polaires ont été placés sur la liste des espèces mises en péril par les changements climatiques. Les découvertes scientifiques de 2009 seront-elles encore plus excitantes? Devant l'usage inapproprié de la boule de cristal, *Le Devoir* a interrogé quelques uns des scientifiques québécois les plus reconnus dans leur domaine respectif.

AMÉLIE DAoust-BOISVERT

2009, Année mondiale de l'astronomie

Le ciel peut indiquer ce que 2009 nous réserve sans le truchement d'un astrologue. Les Nations unies, avec l'UNESCO et l'Union astronomique internationale, ont déclaré 2009 Année mondiale de l'astronomie. Près de nous, cet événement donnera lieu à des activités spéciales un peu partout sous la voûte céleste, dont à l'ASTROLab du Mont-Mégantic.

Le télescope de la première réserve internationale de ciel étoilé participera aussi à la recherche de systèmes extrasolaires. Tout porte à croire que la quête pour découvrir de nouvelles planètes en 2009 sera couronnée de succès, selon l'astronome René Doyon, dont les découvertes 2008 figurent sur la prestigieuse liste des exploits de l'année de la revue *Nature*.

Les deux techniques qui permettent d'identifier des exoplanètes ont connu des avancées technologiques importantes en 2008. Utilisant la première, la détection indirecte, les scientifiques du Harvard-Smithsonian Center for Astrophysics de Cambridge décrivent l'Astro-comb dans l'édition du 3 avril dernier de la prestigieuse revue scientifique *Nature*. «*Nous étions limités par la précision de nos techniques, qui permettaient de localiser au mieux des planètes cinq fois plus grosses que la Terre*», expliquaient-ils. La nouvelle technique d'analyse jouit d'une précision 60 fois supérieure à l'ancienne. Elle est même cinq fois plus exacte que ce dont nous aurions besoin pour identifier des Terres potentielles. L'Astro-comb permettra de passer au peigne fin la portion de notre galaxie à la portée des télescopes actuels, soit un rayon d'environ 50 années-lumière. La banlieue, si on considère que la Voie lactée fait 100 000 années-lumière de diamètre.

Grâce à une amélioration de la deuxième technique, l'imagerie, l'équipe menée par René Doyon a été la première à observer de façon directe l'existence de planètes autour d'autres étoiles que le Soleil. Elles ont réussi l'exploit de photographier directement trois planètes gazeuses gravitant autour d'une même étoile. La découverte a été citée en novembre dernier dans *Science*. Plus de 300 planètes extrasolaires ont jusqu'à maintenant été repérées, mais il s'agissait uniquement d'observations indirectes comme celles faites par l'équipe de Cambridge. L'astronome et son équipe ont un programme chargé pour l'année qui commence: «*On a plus d'une centaine d'étoiles candidates à observer en 2009 pour voir les planètes autour. Sommes-nous seuls au monde?*»

«*La quête ultime*, dit René Doyon, *c'est de capter l'image d'une planète bleue. Ça va prendre des télescopes au-delà de l'atmosphère.*» Et ça, ce n'est pas pour 2009, mais plutôt dans quelques décennies, et des milliards de dollars, d'ici.

Pour lui, l'Année mondiale de l'astronomie «*sert à voir notre place dans l'univers, et surtout avec les changements climatiques, réaliser à quel point nous sommes privilégiés d'avoir une planète Terre.*»

En 2009, l'année des outils ultrapuissants en physique

Au cours des derniers mois, le monde a acclamé la mise en marche du Large hadron collider (LHC) près de Genève, l'accélérateur de particules le plus puissant du monde, avant de soupirer de déception devant une panne qui l'a mis K.-O. depuis.

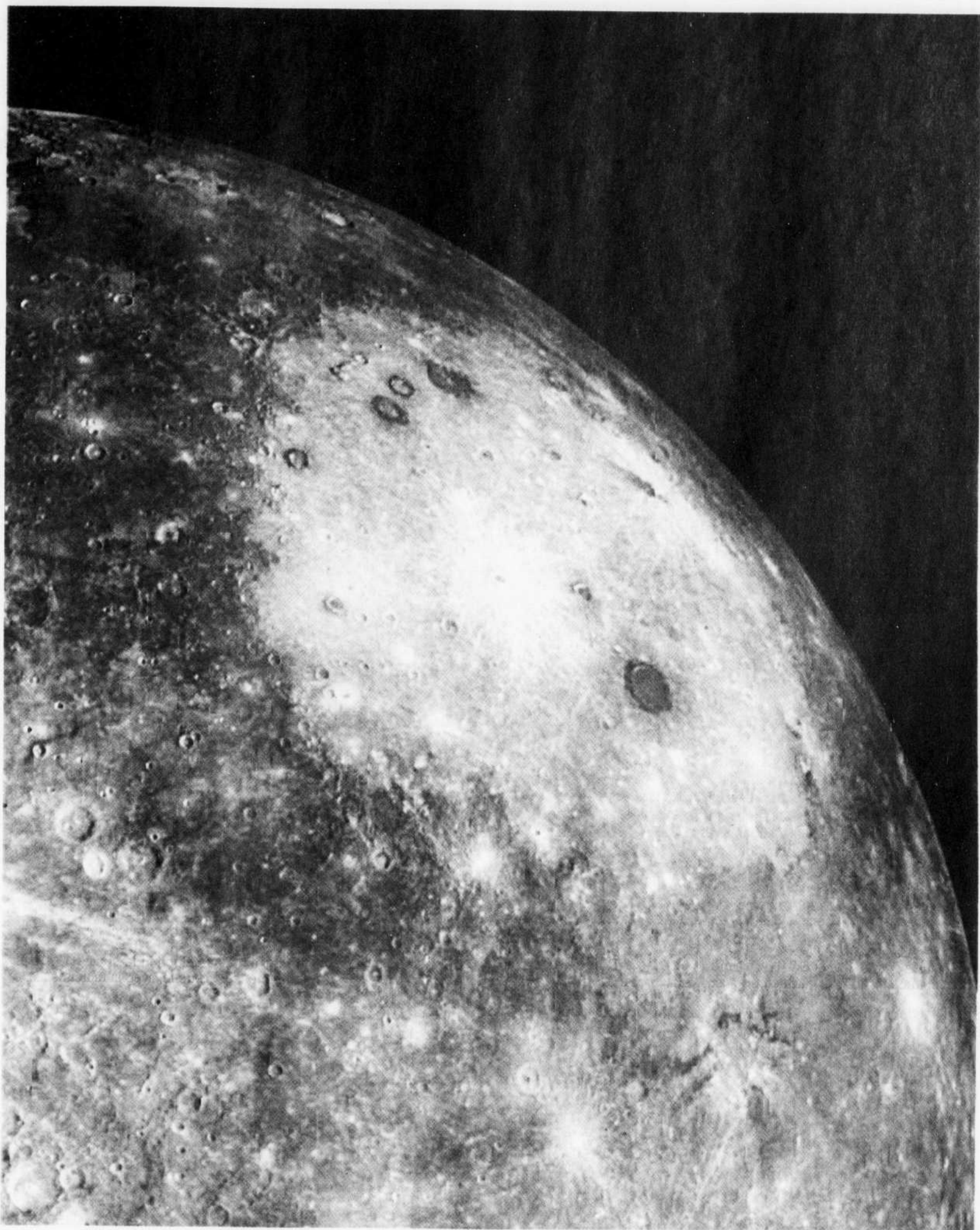
Le joujou devrait reprendre du service à l'été 2009. Malgré cette cuisante défectuosité et les délais qu'elle engendre, *Nature* a déclaré le chef de projet du LHC, Lyn Evans, personnalité scientifique de l'année. Le LHC, à sa remise en route, partira à la chasse au fameux et tout aussi fugace boson de Higgs.

Les scientifiques croient que cet élément fondamental donne la masse de toutes les particules, mais on ne l'a jamais découvert.

Si l'accélérateur ne révèle pas le boson en 2009, les lasers super puissants pourraient sauver l'honneur de l'année scientifique des physiciens.

Le chercheur André Bandrauk, un des fondateurs de la nouvelle science de l'attoseconde (10⁻¹⁸ seconde), bouillonne d'enthousiasme pour les découvertes à venir à moyen terme. L'attoseconde est un milliardième de milliardième de seconde. Elle est un milliard de fois plus courte qu'une nanoseconde.

Comme *Le Devoir* l'expliquait cet automne, les physiciens utilisent maintenant des éclairs de lumière infiniment rapides, de l'ordre de l'attoseconde — l'éclair le plus bref jamais émis est de 34 attosecondes. «*On excite une molécule avec le laser, tellement que, lorsque le flash de lumière du laser l'atteint, elle émet, comme une luciole, un flash encore plus rapide que le mouvement de l'électron*», explique André Bandrauk. Si aujourd'hui les molécules excitées dans les laboratoires sont assez simples — oxygène, azote — le chercheur annonce que, sous peu, on pourra étudier des molécules organiques, à



Une image de la planète Mercure prise il y a un an, en janvier 2008. L'Organisation des Nations unies a déclaré 2009 Année mondiale de l'astronomie avec l'UNESCO et l'Union astronomique internationale.

la base de la vie. Un électron fait le tour du noyau en 150 attosecondes. Plus rapides encore, les impulsions laser de l'ordre de l'attoseconde permettront de photographier pour la première fois un électron en mouvement.

Pour André Bandrauk, 2009 verra les débuts de l'application de la nouvelle science attoseconde. Une de ses premières applications devrait être en informatique. «*Des chercheurs allemands pensent savoir comment augmenter la bande passante en électronique et se rapprocher de l'ordinateur quantique*», dit-il. Il explique que les nouveaux lasers de grande puissance permettront à la biophotonique de remplacer la biologie moléculaire dans l'étude des molécules organiques et de leur comportement. «*On va pouvoir suivre ce qui se passe dans le temps, dans une cellule par exemple, comme un film*», s'enthousiasme-t-il.

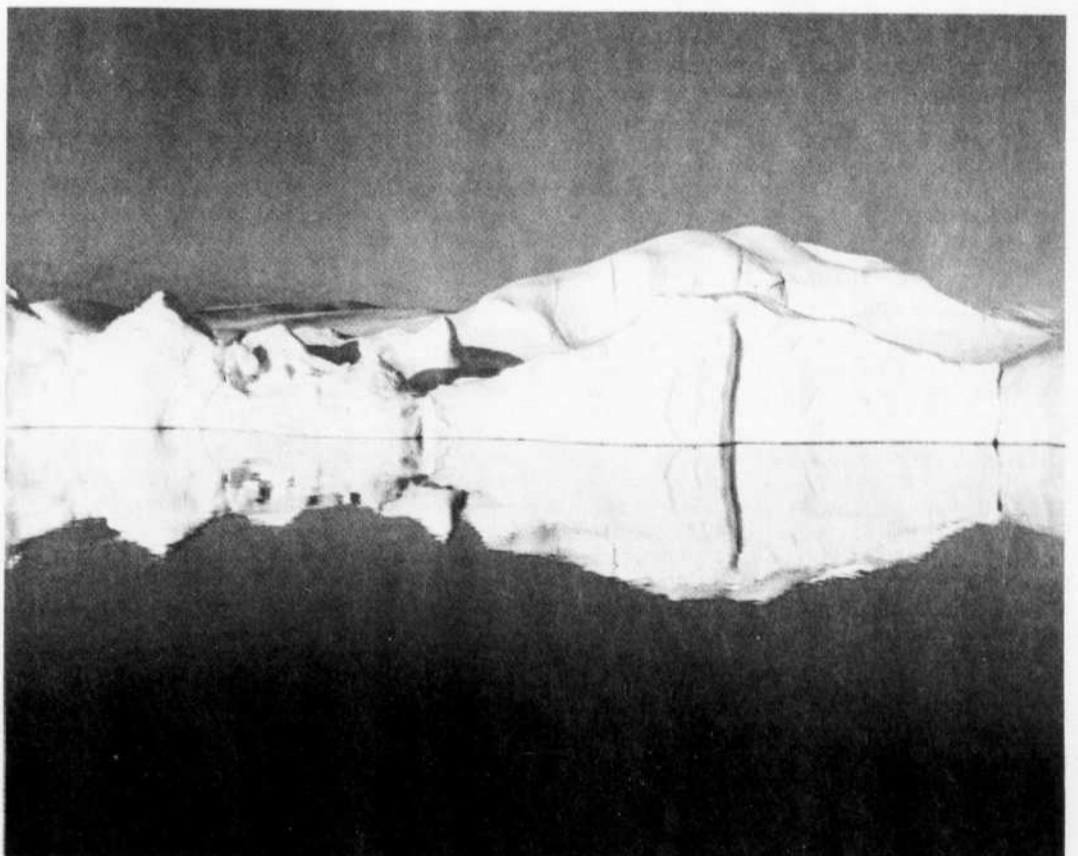
En 2009, l'Année polaire internationale s'achève

L'Année polaire internationale (API) fut un événement scientifique planétaire qui s'est étalé sur 24 mois, et qui prendra fin le 31 mars prochain. Après s'être penchés sur les pôles et leurs réactions aux changements climatiques, les 905 scientifiques réunis au colloque de l'API à Québec en décembre se sont montrés au moins aussi inquiets qu'enthousiastes, relate Louis Fortier, biologiste à l'Université Laval et directeur du réseau scientifique ArticNet.

«*En 2009, on va commencer à sentir la soupe chaude, les répercussions des changements climatiques sur l'humanité vont s'affirmer*», avertit l'expert.

Entre autres craintes malheureusement scientifiquement fondées, Louis Fortier anticipe une augmentation drastique des émissions de méthane séquestré dans le pergélisol depuis des temps immémoriaux.

Le méthane est un gaz à effet de serre de 25 à 60 fois plus puissant que le CO₂. «*Des extinctions sont probablement liées à l'émission de méthane par le passé*», explique le titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la réponse des écosystèmes marins arctiques au réchauffement climatique. Cette année, en Sibérie, il



«*En 2009, on va commencer à sentir la soupe chaude, les répercussions des changements climatiques sur l'humanité vont s'affirmer.*»

explique que les concentrations de méthane à la surface de l'océan se sont révélées de 100 à 1000 fois supérieures à la normale.

Aussi, prédit-il sans trop d'incertitude, l'inlandsis du Groenland devrait continuer à s'écouler de façon dramatique dans l'océan, faisant augmenter le niveau de la mer.

«*Comme c'est un glacier sur une plaque continentale, sa fonte est responsable de 50 % de l'augmentation du niveau de la mer*», explique Louis Fortier. Il croit que les mouvements des réfugiés climatiques seront bientôt une réalité.

Avec la hausse des concentrations de CO₂

atmosphérique, la revue scientifique *Nature* anticipe également une poursuite de l'acidification des océans, ce qui pose des difficultés aux espèces marines, des coraux au plancton.

Côté environnement, dans son palmarès prédictif traditionnel, le magazine de vulgarisation *Popular Science* prophétise pour 2009 la disparition de l'ampoule incandescente au profit des fluocompactes.

De quoi stopper le réchauffement d'ici 12 mois? Les scientifiques en doutent.

Le Devoir

ÉDITORIAL

LES BANQUES

Quel culot!

La veille du Nouvel An, la Banque Scotia a publié un communiqué dans le but de conseiller les consommateurs canadiens épuisés et endettés par l'épreuve du magasinage des Fêtes. D'un paternalisme qui ne dit pas son nom, l'exercice est aussi moins innocent qu'il n'y paraît.

Le communiqué diffusé par la Banque Scotia contient cinq conseils simples aux ménages qui éprouvent des difficultés financières. On aurait pu le publier avant la période des Fêtes, mais pour une raison inexplicable, on a préféré attendre que tout le monde ait fini de remplir sa carte de crédit avant de procéder.

Premier conseil, surtout ne pas paniquer et ne pas succomber à ses émotions. Il faut apprendre à gérer son stress et s'attaquer d'abord à ses dettes accumulées sur les cartes de crédit des grandes chaînes, dont les taux d'intérêt sont très élevés. Si le fardeau est trop lourd, pourquoi ne pas consolider le tout, ce qui réduira le montant mensuel à rembourser et permettra peut-être d'accélérer le remboursement hypothécaire ou même d'investir? Jusqu'ici, tout va bien, même si on entrevoit déjà la frange du jupon qui dépasse. Après tout, une banque qui vous conseille de ne pas paniquer, c'est-à-dire de ne pas succomber à la tentation de déclarer faillite —, l'idée n'est pas tout à fait désintéressée.



JEAN-ROBERT SANSFAÇON

Viennent alors les conseils quant au comportement à titre de consommateur endetté. «Réduisez vos dépenses discrétionnaires», écrit la banque, et redirigez cet argent vers vos dettes. Comment? C'est simple. «Par exemple, apportez votre lunch au lieu de manger à l'extérieur tous les jours, annulez vos abonnements à des magazines et fréquentez la bibliothèque au lieu d'acheter des livres "all the time".» Et pour être certain d'économiser, ouvrez un compte d'épargne automatique... n'importe où, comme dans une banque (mais ça, on ne l'écrit pas).

Quels bons exemples! Faites votre lunch, comme notre président, dont le bonus sera probablement moins élevé cette année, et laissez tomber les magazines et les livres. Évidemment, ces exemples sont tirés au hasard. On aurait aussi pu parler de télévision HD, de gadgets électroniques ou de la troisième voiture pour le fiston qui menace d'abandonner le collège s'il est forcé de prendre l'autobus, mais on serait tombé dans les dépenses essentielles, celles dont les banques font leur pain et leur beurre. Pas touche! On aurait aussi bien pu mettre en garde contre les promotions du genre «Changez tous vos meubles maintenant et ne payez qu'en 2012!», mais les marchands, qui sont de gros clients, n'auraient pas aimé. C'est le livre qu'on donne en exemple, comme si le niveau d'endettement alarmiste des consommateurs était dû à la surconsommation de bouquins et d'abonnements!

Autre bon conseil de banquier désintéressé, la Scotia suggère de contribuer à son REER malgré la débâcle des derniers mois, et, avec le retour d'impôt, de payer son hypothèque. Mais comme on n'a pas un cent pour le REER puisqu'on est endetté jusqu'aux yeux, on recommande d'emprunter... auprès de sa banque. Comment ne pas y avoir pensé avant?

À la question de savoir quel était le plus grand risque auquel les banques devraient faire face en 2009, le président de la Banque Royale, Gordon Nixon, a répondu la semaine dernière: le portefeuille de prêts personnels, dont les cartes de crédit, et de prêts aux entreprises manufacturières. En d'autres mots, après avoir prêté à gogo, les banques marchent sur des charbons ardents en ce début d'année qui verra le nombre de faillites grimper en flèche.

Quand on a encaissé des profits records pendant des années grâce à des taux d'intérêt exorbitants sur les cartes de crédit, à des frais de transaction élevés et à des prêts risqués à des ménages sans le sou, il faut du front tout le tour de la tête pour donner des conseils aux consommateurs qui sont aujourd'hui pris au piège de l'endettement. C'est pourtant de ce bois pourri que les sages conseillers de la Scotia se chauffent en ce début de 2009.

Un conseil: courez chez votre libraire. Lire est le moyen le plus sûr de sortir de cette crise plus riche et moins con.

j-rsansfacon@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS
 Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
 Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
 Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
 Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU
 Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
 Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND



LETTRES

Le Bye Bye 2008 cuvée Bougon!

Ce Bye Bye 2008, dans lequel on retrouvait la subtile et fine plume des créateurs de la série *Les Bougon*, m'aura laissée bouche bée, probablement pour vomir (restons dans le ton!).

L'animation, tout droit sortie des années 60, était d'un total ennui. Michel Louvain, les vieux acteurs que l'on a sortis des placards pour les remettre au goût du jour (le goût de qui, au fait?), le cirque Eloize envahissant, dont on a fait l'annonce de la tournée en toute fin comme dans n'importe quelle émission de promotion d'artistes, personnalités que l'on écorche sans aucun raffinement, événements et actualité grossièrement présentés, redondance des personnages et sujets, humour... néant.

En fait, c'était une émission de variétés comme tant d'autres, dans laquelle on mêle chansons, danse, musique, numéros d'humoristes, sans aucune ligne directrice, les numéros s'enchaînant sans unité les uns après les autres, en flash, alors que l'on attend encore le moment où on va rire, ou à tout le moins sourire devant la justesse du propos.

Aucune distance entre la production et le produit. Ce n'était pas un Bye Bye, c'était une émission de plus animée par le tandem Cloutier-Morissette qui se faisait plaisir, qui s'offrait en fin d'année un party à son image et à la hauteur de ses capacités humoristiques en ayant confié aux Bougon, que sont Avaré et Mercier, le texte. Après la production de nombreuses émissions de variétés réussies, je pense que c'est à partir d'ici que le principe de Peter s'applique.

Christiane Gervais
Montréal, le 1^{er} janvier 2009

Le Bye Bye 2008: consternant et choquant

Nous avons été consternés et choqués de voir Véronique Cloutier et Louis Morissette se servir d'une tribune nationale sur les ondes de

la télévision d'État pour se moquer basement de Nathalie Simard, victime du père de l'animatrice. Quand on sait que l'argent de la compagnie de M. Cloutier, et par conséquent de sa fille, s'est fait largement sur le dos de cette victime. Mme Simard n'était même pas une figure marquante de l'actualité en 2008! C'en est à se demander si Véronique Cloutier n'aurait pas des comptes personnels à régler. Ce genre d'affront mériterait des excuses publiques de la part de Mme Cloutier.

Le sketch sur Barack Obama faisait aussi preuve d'un manque de jugement et d'une idiotie crasse.

On s'attendait à beaucoup plus de finesse et d'humour à l'antenne de notre diffuseur public que cet humour en bas de la ceinture.

Désolant.
 Matthieu Bélanger, Marie Clavierie,
 Jean Bélanger et Linette Desbiens
 Le 1^{er} janvier 2009

Nous faire rire plutôt que nous faire honte...

Je travaille à l'étranger pour l'ONU depuis 15 ans, mais reviens chaque année aux Fêtes pour retrouver famille et amis. Comme le veut la tradition, je regarde aussi chaque année le récapitulatif humoristique de Radio-Canada à 23h le 31 décembre. Celui-ci constitue pour moi un peu le baromètre de l'humour québécois, mais aussi de la culture populaire québécoise du moment (même si je veux bien sûr éviter toute généralisation trop simpliste).

Comme on le sait, ce récapitulatif varie en qualité d'une année à l'autre, mais j'avoue avoir été confus, choqué et outré (aussi humilié en tant que Québécois) en regardant celui de mercredi soir.

Plusieurs des sketches et textes étaient basés sur des connotations ouvertement racistes, violentes et/ou sexuelles. En 40 ans de visionnement des Bye Bye (ou autres substituts tels RBO), jamais n'ai-je vu une telle petitesse et bassesse de cette émission culte de Radio-Canada.

nada. Les humoristes, comédiens et auteurs n'ont-ils vraiment rien d'autre à écrire ou dire que ces grossièretés et médiocrités (qui plus est pour une année qui fut particulièrement riche en événements potentiellement loufoques)? S'il vous plaît, Messieurs les réalisateurs et directeurs de la SRC, la prochaine fois, tentez de relever la barre (déjà bien basse) plutôt que de la rabaisser, ou sinon reconnaissez votre incapacité à faire de l'humour avec un brin de finesse et d'intelligence; ou branchez plutôt la télévision d'État sur le spectacle de Paul McCartney qui nous parle d'amour, de bonheur et de «Yesterday... du temps où la SRC pouvait encore nous faire rire, plutôt que de nous faire honte...»

Jean-Pierre Tremblay
Sherbrooke, le 1^{er} janvier 2009

Un Bye Bye en manque d'originalité et d'idées...

L'année 2008 a-t-elle été à ce point banale pour que Julie Couillard donne le coup d'envoi d'une fin d'année où la décadence, la vulgarité et la violence sont à l'honneur?

Venant de Radio-Canada, c'est encore plus hallucinant!

Notre humour serait-il à ce point cancéreux pour que nous ne puissions plus rire de bon cœur, «proprement», sans taper sur notre voisin, sacrer, crier ou traiter avec vulgarité de la vie privée de ceux avec qui les médias ont fait fortune? C'est vrai que ce ne sont pas les mêmes médias, les mêmes actionnaires qui font les profits!

Je suis tout simplement découragée...
 Je préfère fermer la télé, me faire couler un bon bain, ouvrir une bouteille de champagne avec mon amoureux et finir l'année sur une note de dignité, de respect et d'amour. Notre planète en a bien besoin, et nous aussi!

Bonne et belle année à venir, chers amis qui me lisez!

Lucie Douville
Cap-Rouge, le 31 décembre 2008

REVUE DE PRESSE

De l'énergie

Manon Cornéliier

L'année 2009 démarre sur une bonne note pour les automobilistes qui voient le prix de l'essence fondre. La volonté politique de s'attaquer aux changements climatiques suivra-t-elle la même trajectoire? Pour s'y attaquer, il en faudra beaucoup.

L'exemple allemand est à cet égard instructif, comme le montre un article de Chris Turner paru dans la dernière édition du magazine *The Walrus*. À l'aide d'une politique audacieuse, ce pays a provoqué l'émergence d'une industrie de production d'énergie solaire et éolienne qui domine maintenant le marché mondial.

Adoptée en 2000 et renforcée en 2004, la Loi sur les sources d'énergie renouvelable, ou FIT, a exigé des fournisseurs d'électricité qu'ils s'approvisionnent en partie auprès de producteurs d'énergie renouvelable et qu'ils paient cette énergie à un prix nettement supérieur à celui du marché. Ainsi subventionnée par tous les consommateurs, l'industrie solaire et éolienne a pris son envol et aujourd'hui, des fabricants d'équipements, y compris les canadiens comme Arise Technologies, y ont pignon sur rue.

Plus de 400 000 propriétaires en ont profité en installant des panneaux solaires sur leur toit. Le surplus qu'ils produisent est acheté par les fournisseurs d'électricité. Ces incitatifs ont porté fruit sur plusieurs fronts: la création d'emplois, la revitalisation de certains centres industriels de l'ancienne Allemagne de l'Est, la réduction de la dépendance aux sources d'énergie non renouvelable et une réduction absolue des émissions de gaz à effet de serre.

Au Canada, l'Ontario a adopté une version édulcorée de cette politique, mais elle reste pour le moment la plus ambitieuse à ce chapitre, dit Turner. À l'échelle du pays, cependant, le Canada affiche un sérieux retard avec ses projets-pilotes et ses demi-mesures.

Pressions américaines

Le Canada ne pourra peut-être plus se trainer les pieds trop longtemps puisque arrive à la Maison-Blanche un nouveau président désireux d'imprimer un virage vert à l'économie américaine. Barack Obama fait ce choix politique pour répondre simultanément à deux défis auxquels font face les États-Unis: accroître l'autonomie énergétique du pays et combattre les changements climatiques.

Cette convergence d'intérêts milite en faveur d'une politique commune pour l'Amérique du Nord, écrit Velma McColl, dans la dernière édition de la revue *Policy Options*. En effet, le Canada est le premier fournisseur d'énergie des États-Unis et le marché des deux pays est intégré.

«Le commerce nord-sud en matière d'énergie et d'électricité est plus important que tout ce que nous échangeons est-ouest, entre provinces», dit-elle. Elle relève que la détermination d'Obama de miser sur une relance «verte» de l'économie n'a pas diminué avec la crise actuelle.

Le gouvernement Harper a semblé prendre acte en disant vouloir un marché nord-américain d'échange de crédits d'émission de carbone, mais il reste à en connaître les détails. Les

politiques à venir devront répondre simultanément aux problèmes de l'énergie et des changements climatiques et une approche nord-américaine ne pourra rimer avec inaction.

Le Canada ne pourra plus se traîner les pieds puisque arrive à la Maison-Blanche un nouveau président désireux d'imprimer un virage vert à l'économie américaine

Des opportunités s'offrent au Canada, croit-elle, mais il lui revient d'en tirer profit, ce qu'il n'a pas encore fait. Et ce qu'il ne pourra pas faire, conclut-elle, s'il persiste à avoir une politique morcelée et à ne pas adopter une approche fédérale-provinciale concertée.

Périls et occasions

Dans ce contexte, le rêve d'une automobile entièrement électrique devrait susciter l'enthousiasme. Une entreprise canadienne, avec un pied-à-terre à Saint-Jérôme, au Québec, attire d'ailleurs les regards, raconte Alex Hutchison, dans l'édition de janvier de *Toronto Life*.

Il s'agit de nulle autre que de ZENN Motor, le producteur de cette petite voiture récemment autorisée au Québec et qui ne roule qu'à 40 km/h. Malgré ce handicap, ZENN trouve des appuis financiers car l'entreprise est dans la course pour l'atteinte du Saint-Graal de la voiture électrique: une pile fiable, facile à recharger, qui permet de rouler à des vitesses normales pour une longue période et qui ne rendra pas le prix du véhicule prohibitif.

ZENN ne travaille pas elle-même sur cette pile, nous apprend Hutchison, mais détient les droits exclusifs et à perpétuité pour la pile la plus prometteuse actuellement en développement, celle de la compagnie texane EESor.

C'est pour cette raison que les investisseurs persistent à soutenir ZENN. Mais le temps presse. La première livraison de la pile était attendue en 2007, puis en 2008. On vise maintenant 2009. À ce rythme, le risque croit de voir un compétiteur franchir le fil d'arrivée avant ZENN, surtout que cette entreprise ne songe pas à produire elle-même sa voiture, mais à vendre son modèle à un gros constructeur qui aurait l'infrastructure nécessaire.

Des environnementalistes peuvent se réjouir de voir la chute du prix du brut freiner les ardeurs des sables bitumineux albertains, mais ce n'est pas le cas des travailleurs temporaires qui en dépendent pour leur gagne-pain, écrivait le *Globe and Mail* cette semaine.

Le ralentissement de l'activité à Fort McMurray, la capitale des sables bitumineux, frappera ces travailleurs temporaires, pas les travailleurs permanents. La ville y perdrait au change car ces travailleurs temporaires y dépensent un pactole pour s'héberger, manger, s'amuser, mais elle pourrait aussi souffler un peu pour mettre ses infrastructures à niveau.

Beaucoup d'autres communautés, qui voient ces travailleurs revenir régulièrement dans leurs familles, encaisseraient par contre un dur coup, et ce, de Terre-Neuve au nord de l'Ontario en passant par la Nouvelle-Écosse. Les communautés rurales de l'Alberta, d'où proviennent environ la moitié de ces ouvriers spécialisés, en souffriraient aussi. On calcule que les quelque 24 000 emplois temporaires des sables bitumineux peuvent entraîner jusqu'à 600 millions en retombées ailleurs au Canada.

mcornellier@ledevoir.com

IDÉES

La dette de Rio Tinto Alcan et le Québec

MARC-URBAIN PROULX

Professeur d'économie à l'Université du Québec à Chicoutimi

L'existence reconnue récemment d'une entente secrète conclue entre le gouvernement du Québec et la corporation Alcan permet à la compagnie, désormais la propriété de Rio Tinto, de fermer actuellement sans pénalités quatre usines au Québec. Ce droit a été accordé malgré le partenariat énergétique et financier très avantageux pour la compagnie qui fut paraphé en décembre 2006.

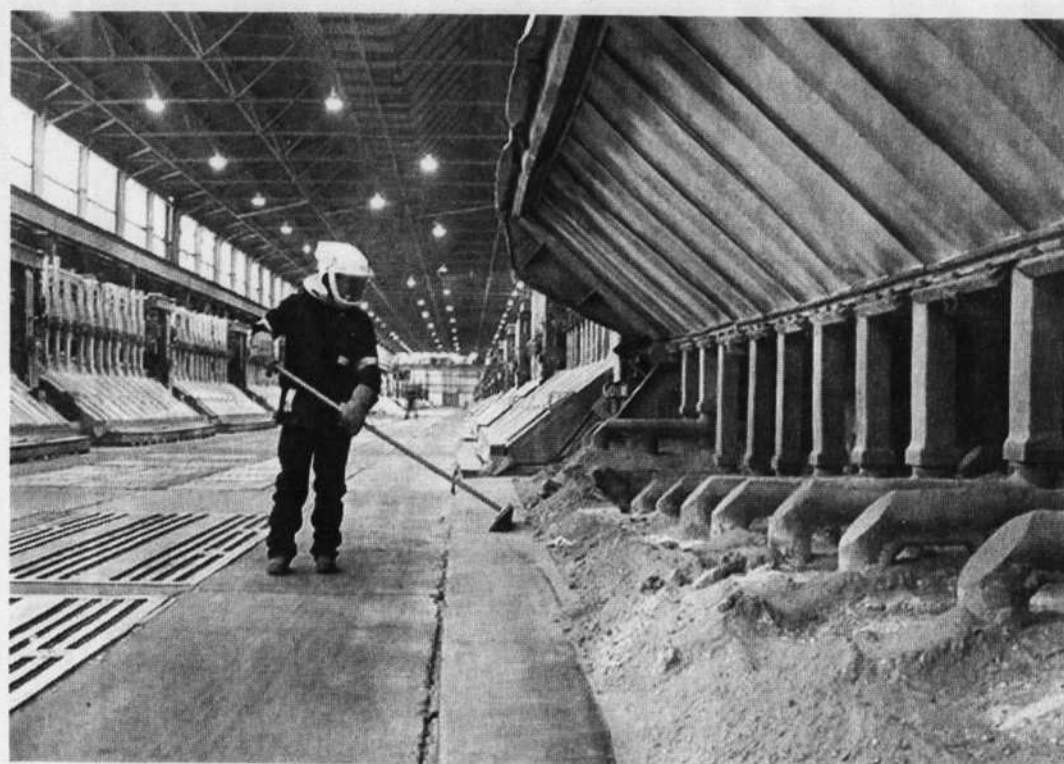
Rio Tinto s'est endetté de 40 G\$ (milliards) lors de l'achat de la corporation Alcan en 2007, dans le contexte où le prix de l'aluminium se situait à un plafond historique. Signalons que des profits tout à fait exceptionnels ont été réalisés dans cette industrie au cours des cinq dernières années à la faveur de prix mondiaux très élevés. Avec l'actuelle crise financière qui secoue toute la planète en influençant notamment le prix de l'aluminium, la valeur de l'action de cette compagnie a énormément chuté récemment. Pour rassurer le marché, Rio Tinto Alcan (RTA) prévoit appliquer en début 2009 certaines mesures en regard de la réduction de sa dette. En décembre 2008 la suppression de 14.000 emplois dans le cadre d'une vaste opération nécessaire de rationalisation fut en effet annoncée. Cette opération de RTA occasionnera notamment la réduction de 5 % de sa production mondiale d'aluminium primaire. Aussi, plusieurs investissements en plan seront retardés ou abandonnés. Le Québec doit-il s'inquiéter ?

Le prix de l'aluminium

La tonne d'aluminium s'échange actuellement au London Metal Exchange au prix de 1,505 \$US, en comparaison avec 1,365 \$US en 2002. Il s'agit néanmoins pour RTA d'un prix fort peu intéressant, pour deux raisons distinctes. Primo, les coûts de production de chaque tonne de métal gris se situent en moyenne autour de 1,500 \$US au Québec. Ainsi, la position actuelle de RTA se situe en principe à la limite de la rentabilité. Secundo, la tonne d'aluminium avait bondi à 3,340 \$US en juillet 2008. Ce qui a ainsi permis aux producteurs d'enregistrer des profits, de générer des dividendes et de prévoir des investissements. Face à ces données avec lesquelles jonglent les analystes, deux points apparaissent importants.

Signalons d'abord que selon les perspectives du très crédible CRU de Londres, cette chute du prix de l'aluminium ne se poursuivra pas. La plupart des experts prévoient plutôt un rebondissement, doublement stimulé par une demande mondiale en croissance tendancielle et par le coût de l'énergie qui reviendra à la hausse après la baisse très actuelle. Au cours des cinq prochaines années, la tonne d'aluminium devrait se transiger à des prix se situant entre 2 \$US et 3 \$US. Donc, il n'y a pas de péril anticipé dans cette industrie québécoise.

Selon les données analysées et diffusées par la compagnie Rio Tinto Alcan elle-même, ses coûts de production au Québec s'inscrivent parmi les meilleurs de cette industrie mondiale. Positionnement très concurrentiel qui se renforce encore actuellement avec la perte de valeur de la devise canadienne. Soulignons à cet effet que la majorité des alumineries roulent à perte en ce moment



Il n'y a pas de péril anticipé dans l'industrie québécoise de l'aluminium.

partout sur la planète, mais non celles de RTA au Québec. S'il faut certes que l'industrie ferme les usines les plus désuètes et les moins productives, les unités intenses en technologie de RTA au Québec devraient se situer très loin sur la liste, y compris la fameuse usine Vaudreuil au Saguenay dont les travailleurs ont largement amélioré la productivité au cours des dernières années. D'autant plus que les coûts de production de cette compagnie au Québec sont calculés en utilisant le tarif industriel d'Hydro-Québec, alors que 90 % de l'aluminium fondu chaque jour utilise l'électricité générée par les centrales hydroélectriques de RTA à un coût de revient situé par les experts à 31 % du prix moyen mondial, à la hausse pour cette industrie. Cet avantage exceptionnel n'est tout de même pas négligeable dans les calculs des dirigeants de la multinationale. En considérant les avantages fiscaux, la stabilité opérationnelle, la sécurité des investissements, la qualité du bassin de main d'œuvre, les facilités de transport, le soutien public à la recherche et au développement (R&D), l'acceptabilité sociale des projets, on constate que le Québec offre à Rio Tinto Alcan des conditions de production comparativement très avantageuses. En compensation de cet accueil, plusieurs analystes considèrent que RTA devrait pertinemment s'engager dans une stratégie formelle d'industrialisation en aval de la filière de production.

La rentabilité de RTA

Les difficultés passagères de RTA deviennent importantes pour deux raisons principales. D'abord, parce que les profits certes encore très réels en 2008 n'atteindront pas les records de 2006 et 2007, soit 7,4 G\$ et 7,3 G\$ respectivement. À elle seule, la division Alcan a généré 1,68 G\$ de profits en 2007. L'année 2009 sera probablement

mauvaise à cette rubrique du profit pour RTA. Ensuite, parce que la compagnie doit digérer l'achat d'Alcan en 2007 pour la rondelle somme de 38,1 G\$, empruntés sur le marché. Même pour un géant minier, un tel remboursement représente un défi imposant. À cet effet, la chute actuelle des prix du métal permet de justifier socialement la rationalisation déjà enclenchée qui, de fait, appuiera la recherche intensive des synergies internes désirées lors de l'intégration de la corporation Alcan. Chemin faisant, tout indique que la forte rentabilité de RTA sera de retour rapidement dans un marché de l'aluminium prometteur au sein duquel la tendance de la consommation mondiale de ce métal s'avère très claire.

En conséquence, fermer précipitamment des usines comme Beauharnois ou Shawinigan n'est pas la bonne solution pour RTA. Au contraire, cette compagnie doit à notre avis maximiser sa production dans ce Québec qui lui offre des avantages tant exceptionnels au sein de cette industrie friande d'énergie et de technologie. Ses dirigeants vont à cet effet tout mettre en œuvre pour poursuivre, sinon accélérer les investissements engagés au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Pourquoi? Tout simplement afin d'être bel et bien au rendez-vous de la forte demande à prix élevé qui s'annonce dans le futur rapproché. Car pour payer ses imposantes dettes, il sera préférable pour RTA de livrer sur le marché quelque 1,5 millions de tonnes (Mt) d'aluminium de ses installations québécoises plutôt que seulement 1 Mt. Les profits annuels supplémentaires qui s'inscrivent alors en milliards effaceront rapidement les investissements technologiques réducteurs de coûts de production à consentir actuellement. Et l'année 2009 aux faibles dividendes sera vite oubliée par les actionnaires au cours de la prochaine décennie.

Technologies numériques et crise financière

HERVÉ FISCHER

Directeur fondateur de l'Observatoire international du numérique, UQAM, auteur de Le choc du numérique, Éditions VLB, 2001, Montréal

Pour expliquer la crise financière actuelle, on accuse à bon droit la dérégulation néolibérale et la cupidité des spéculateurs aux États-Unis. Mais ce qui est vraiment nouveau, c'est que la généralisation des technologies numériques dans les opérations boursières semble avoir aussi largement contribué à la gravité de cette crise. En effet, elles déréalisent l'économie, dont les produits et services sont de plus en plus fondés sur l'information planétaire et immédiate. Le temps, c'est plus que jamais de l'argent. Et il s'est accéléré.

L'économie est donc devenue très nerveuse, évoluant à la vitesse de l'informatique, alors que les flux des monnaies de la vieille économie, fondée sur le travail, les matières premières et sur des systèmes de communication lents, étaient beaucoup plus étanches les uns par rapport aux autres et beaucoup plus inertes. La cyberéconomie est devenue un espace-temps hypersensible.

Cette virtualisation de l'économie favorise certes la fluidité des échanges, mais aussi l'emprise des pulsions que l'imaginaire peut exercer sur elle, et donc sa volatilité. De fait, ses monnaies ne sont plus des unités de mesure et d'échange du réel, mais la matière première elle-même, numérique, d'une économie soumise aux aléas du gambling. L'accélération des flux de ce jeu financier active aussi sa dynamique événementielle et en fait palpiter intensément les rêves de puissance. Et ses produits toxiques peuvent contaminer la planète entière en un temps record en créant des remous d'une ampleur immédiate redoutable. L'économie numérique devient ainsi plus vulnérable à la panique.

Le numérique est un excitant psychologique, un psychotrope qui abolit la résistance du réel, euphorise et invite à devenir proactif. Faut-il s'étonner alors que le jeu prenne de plus en plus de place dans ce qu'il faut bien appeler une économie imaginaire? Là où le numérique circule à la vitesse du numérique, de façon quasi interchangeable, les imaginations s'excitent et les rythmes cardiaques s'accroissent, avec des rêves d'enrichissement facile et immédiat. Dans le domaine de la comptabilité et de la spéculation financière, comme dans le jeu vidéo, le numérique nous propose de cliquer sur le clavier sans le moindre effort, sans échange avec d'autres humains, dans la solitude et l'intimité de l'écran. Il tend à induire une créativité réactionnelle et des comportements déréalisés. Il excite le désir et neutralise le principe de réalité. Dans les jeux vidéo, on peut perdre, gagner, tuer ou être tué, sans que cela soit réel. Et dans les opérations financières, on peut de même déplacer, modifier ou créer des fichiers financiers, comme dans un jeu, en apesanteur. En spéculant, on ne devient peut-être pas tant cynique ou immoral que tout simplement joueur. On joue pour jouer, en espérant bien sûr toujours gagner. Et conséquemment, le numérique déresponsabilise. Il favorise la triche, les fausses comptabilités, les fausses stratégies et la dépendance. On perd la conscience des conséquences réelles, éventuellement dramatiques, de ses jeux, sans penser aux ouvriers qui vont perdre leur emploi, aux familles qui ont acheté leur maison avec des hypothèques irréalistes, aux personnes âgées qui ont placé leurs fonds de retraite dans des institutions qu'ils croyaient sécuritaires.

Nous avons déjà assisté, en 2000, aux États-Unis, à l'effondrement de la bulle spéculative des entreprises.com. L'argent numérique était devenu de l'argent de Monopoly. C'est le cas encore aujourd'hui. Et on s'étonne de voir surgir sur le tapis vert des banques centrales des milliards de dollars et d'euros soudain disponibles pour relancer la partie. D'où viennent-ils? Ils n'existaient pas la veille pour les besoins de l'emploi, de la formation, de la recherche, de la culture, du développement. À se demander s'ils ne sont pas eux aussi de simples fichiers numériques, vite introduits dans les réseaux d'une économie décidément plus imaginaire que créative. Rien ne sert d'accuser le capitalisme et le numérique, mais nous allons devoir apprendre à réguler le numérique et à encadrer l'économie imaginaire, pour qu'elle décolle moins dangereusement du réel.

Pour autant, notre avenir dépend de plus en plus de notre maîtrise des technologies numériques, ce qui requiert une sensibilisation, une éducation et un soutien au développement des entreprises. Il nous faut nous alphabétiser numériquement. Curieusement, en cette période de grand remous économiques et financiers, que tous les zartis veulent surmonter, personne ne parle de notre entrée dans l'âge du numérique. Il s'agit pourtant, comme pour l'environnement, d'un enjeu stratégique beaucoup plus durable et structurant à moyen et à long termes que la crise financière, qui ne durera que le temps d'une crise. Est-ce parce que les nouvelles générations ne votent pas encore? Existe-t-il un parti politique assez clairvoyant pour s'en faire le champion?

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Etant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

Des mauvaises stratégies du Hamas aux leçons apprises par Israël

ALAIN-MICHEL AYACHE

Spécialiste du Proche et du Moyen-Orient
Département de Science politique
Université du Québec à Montréal
et Concordia University

Rien ne va plus... au Proche-Orient! À quelques jours de l'inauguration de la nouvelle administration américaine, les principaux acteurs arabes semblaient dans l'attente d'un signe en provenance de Washington pour ajuster leur «tir» en adoptant des nouvelles mesures plus souples, ou plus dures! Or, voilà que le camp des durs semble avoir pris de l'avance sur le camp de la paix en créant une crise sans précédent dans la Bande de Gaza.

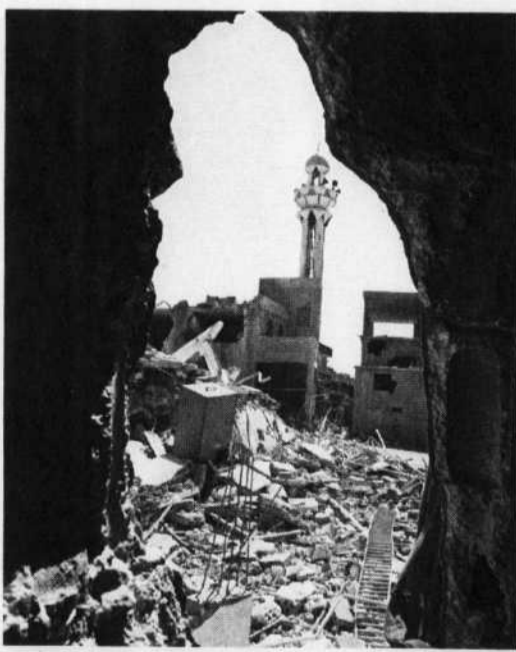
En effet, après six mois de calme relatif dû à une trêve entre le Hamas et l'État hébreu, la situation explose de plus belle, brisant avec elle une entrée «obamayenne» calme. C'est principalement le discours officiel des dirigeants du Hamas annonçant la fin de la trêve avec Israël qui est la source première de cette crise. La première salve de roquettes Al-Qassam et de Katioucha étaient l'étincelle qui a mis le feu aux poudres. Cette explosion de la violence n'est pas innocente dans le sens qu'elle répond à une stratégie presque annoncée d'une part comme de l'autre.

Les enjeux pour le Hamas

En effet, pour le Hamas, il s'agit avant tout de miser sur une similitude du résultat obtenu par le Hezbollah qui avait fait face à l'armée israélienne en 2006 au Liban. Une action, faut-il le rappeler, qui a été lancée par le mouvement chiite libanais principalement pour soulager le Hamas aux prises avec la pression de Tsaïhal pour libérer le soldat Guilad Chalil. La confrontation avait duré 33 jours et avait abouti en fin de compte à une victoire médiatique sans précédent du Hezbollah, qui a réussi « une victoire divine » comme l'avait annoncé son chef, Sayyed Hassan Nasrallah. Un discours qui a transcendé la frontière libanaise pour envahir l'ensemble de la rue arabe, mettant ainsi dans l'embarras nombre des régimes de ces pays.

Ainsi, le Hamas chercherait à créer des conditions similaires, quitte à provoquer une réaction en chaîne dans la rue arabe, qui, à son tour, exercerait des pressions sur leurs régimes respectifs. Cela se traduirait par une mobilisation de ces derniers contre la nouvelle administration américaine déjà condamnée d'avance. Cela s'explique principalement par la déception affichée des leaders arabes après la nomination de Rahm Emanuel comme chef de cabinet du futur président Barack Obama! Le mythe du président «musulman» américain et ami de la cause arabe était alors tombé en flèche.

La stratégie du Hamas serait alors celle de causer une instabilité continue en territoire israélien comme il avait



Le raid sur la mosquée de Qana, au Liban, en juillet 2006

l'habitude de faire en attendant de mieux comprendre et analyser la politique de l'équipe Obama une fois au pouvoir. Or, ce que le Hamas a manqué d'analyser, c'est avant tout l'espace temps qu'il a choisi pour appliquer sa stratégie et qui ne convient plus à Tel-Aviv.

Les enjeux israéliens

En effet, Israël a appris la leçon de la guerre de juillet 2006 et cherche à réparer cette erreur qui lui a coûté son image de dissuasion dans la rue arabe, surtout dans un temps où l'Iran se fait de plus en plus menaçant dans les intérêts, aussi bien américains qu'israéliens, dans la région.

Ainsi, le mythe brisé en 2006 par les images de tanks ultrasophistiqués détruits par un armement soviétique dernier cri et iranien utilisé par les miliciens du Hezbollah devait être changé car il y va de la survie de l'État d'Israël. Cela est d'autant plus vrai que les attaques du Hamas utilisant des roquettes artisanales Al-Qassam se transformaient chaque jour en des attaques utilisant un armement de plus en plus sophistiqué de fabrication étrangère! Des munitions, des mortiers, des missiles Katioucha de fabrication soviétique se mélaient à des vivres et transitaient par les tunnels creusés par les combat-

tants du Hamas entre l'Égypte et Gaza. Cette situation ne pouvait durer plus longtemps car chaque jour le nombre de victimes civiles israéliennes augmentait au même rythme que les roquettes et les mortiers du Hamas! À cela s'ajoute la détermination du gouvernement actuel de démontrer qu'il est encore capable de gérer une crise et de diriger une guerre similaire dans certains aspects à celle de 2006 sans pour autant y laisser des plumes. C'est ainsi que la stratégie israélienne basée sur une préparation préemptive enrichie de l'expérience libanaise, menée à l'époque d'une façon spontanée et presque chevaleresque, a poussé l'armée israélienne à considérer des mesures qui lui ont permis de lancer aussitôt les premiers missiles palestiniens qui se sont abattus sur les villes israéliennes; une attaque à grande échelle visant les centres et quartiers généraux du Hamas.

2006 à 2008, la différence dans l'action!

Aujourd'hui, cette tactique et stratégie israélienne ressemble presque comme deux gouttes d'eau à la stratégie adoptée durant la Seconde guerre du Liban contre le Hezbollah, mais avec deux différences majeures. La première se situe au niveau de la préparation de l'armée israélienne, qui était prête à l'action aussitôt que l'ordre lui en était donné. Son attaque tous azimuts a ciblé l'ensemble des régions où se situait le Hamas, alors que dans le cas du Hezbollah, cela s'était fait par étape, ce qui a permis aux dirigeants du parti chiite pro-iranien de se terrer. La seconde, c'est la préparation pour une invasion terrestre de grande envergure pour déloger le restant des miliciens du Hamas et qui semble être mise en marche. Ce qui n'était pas le cas au Liban puisque c'était uniquement des réserves mal équipées qui avaient mené la première attaque contre le Hezbollah. Alors que dans le cas du Hamas, les réservistes viendraient appuyer les troupes d'élite, et qu'ils se comptent par milliers!

Le but ultime

Cette dernière crise ouvre grand la boîte de Pandore car le Hezbollah, l'Iran et la Syrie peuvent orchestrer de nouvelles stratégies avec l'appui d'une opinion publique arabe en furie contre Israël et les États-Unis. La région en entier peut écopier, et le tout dégénérer en une guerre régionale, à moins que ces acteurs arabes ne soient approchés par Washington, Moscou ou d'autres puissances pour les ramener à reconsidérer leurs positions d'une part comme de l'autre.

En attendant, ce qui se joue actuellement, c'est l'avenir du Hamas et la possibilité réelle pour Mahmoud Abbas de refaire son entrée dans Gaza, quitte à reprendre le dialogue plus tard avec Israël pour espérer enfin avancer les pourparlers de paix. Si tel serait le cas, cette attaque servirait également de message aussi bien à l'Iran qu'au Hezbollah dans un temps où Damas semble avoir brisé la glace avec Tel-Aviv!

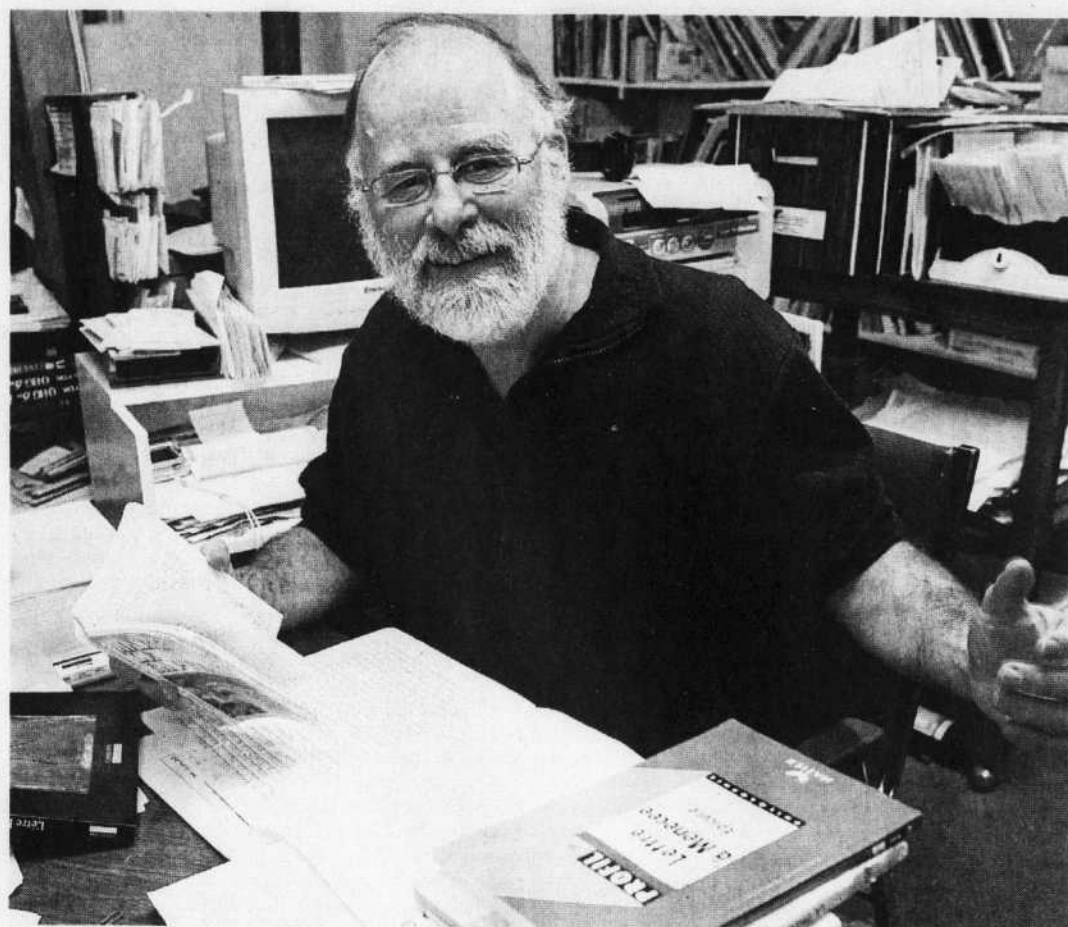
L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Stéphane Baillargeon (général), Clairendrée Cauchy (éducation), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francœur (environnement), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Alexandre Shields (général), Philippe Papineau (pupitre); information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque (reporter); information culturelle : Michel Belair (théâtre et cahier Culture), Guillaume Bourguet-Côté (reporter), Paul Cauchon (média), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (livres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre); information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desrosiers (reporter), Claude Turcotte (reporter), Dominique Bény (pupitre); information internationale : Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (cartographie); Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices); Benoît Mungier (responsable du site Internet), Émilie Folle-Boivin et Vincent Cauchy (commis Internet); Amélie Gaudreau (secrétariat à la rédaction); David Dumouchel et Éliane Plamondon-Emond (commis à la rédaction); DOCUMENTATION Gilles Parré (directeur), Manon Deroome (Montréal), Olivier Spéciel (Québec), Monique Bhérier (Ottawa); PUBLICITÉ Julie Chrétien (directrice adjointe), Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Manon Boillard, Marlène Côté, Amélie Maltais, Claire Paquet, Genevieve Pierré, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati, Mélanie Simard (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires); PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis; INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Luce Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion); ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

PHILOSOPHIE

Ce que Marx dirait de la crise financière

L'exploitation, dont l'auteur du *Capital* a exposé les mécanismes de façon magistrale, serait-elle en cause? Quel vilain mot venons-nous d'utiliser!



Michel Picard: Quelles sont les explications courantes de la crise actuelle?

Deux fois par mois, *Le Devoir* propose à des professeurs de philosophie, mais aussi à d'autres auteurs passionnés d'idées, d'histoire des idées, de relever le défi de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un penseur. Cette semaine, une tentative pour comprendre les racines de la crise financière actuelle à partir de la thèse de Karl Marx sur le «fétichisme de la marchandise».

MICHEL PICARD
Professeur de philosophie au Cégep de Saint-Jérôme.

Bien sûr, Marx est mort. Bien sûr, le marxisme ne propose qu'une analyse réductrice des phénomènes économiques et sociaux: les méchants bourgeois d'un côté et les pauvres ouvriers exploités de l'autre... Bien sûr, notre économie présente une complexité dont seules les savantes analyses des économistes contemporains sont en mesure de rendre compte. Dans ce contexte, *Le Capital* fait au mieux figure de dinosaure; quel intérêt y a-t-il à soulever la poussière qui recouvre ces vieilles pages? Mais si, comme le suggère Héraldite, pour trouver de l'or il fallait remuer beaucoup de terre, et si un peu de ce métal précieux se trouvait enfoui dans le cimetière où plusieurs voudraient bien avoir enterré définitivement la pensée marxiste? Donnons donc, quitte à jouer les profanateurs, quelques coups de pelle de ce côté.

Dans le premier chapitre du *Capital*, Karl Marx (1818-1883) se livre à une tonifiante dénonciation de ce qu'il appelle le fétichisme de la marchandise. Ce qu'il veut désigner par cette expression, c'est le fait que les modernes que nous sommes, qui se targuent de rationalité, vivent, à leur insu, en relation avec un monde peuplé d'objets ou de personnages tout aussi magiques et religieux que celui des primitifs et des croyants, soit l'univers de l'argent, des marchandises et du marché. Spontanément en effet, nous attribuons aux marchandises une valeur associée à leurs propriétés intrinsèques. Telle maison, par exemple, vaut tant parce qu'elle comporte tant de pièces, qu'elle est revêtue de tel matériau, etc., et nous exprimons cette valeur en nous référant à une autre marchandise d'une nature particulière, l'argent, que nous envisageons de la même façon. Mille dollars, ça vaut mille dollars, point. Bien plus, nous donnons à l'argent la propriété de croître, de s'engendrer lui-même. Nous le plaçons à la banque, nous l'investissons dans des titres boursiers... et nous retirons des dividendes. Nous oublions que les marchandises et le marché ne sont rien d'autre que les produits de notre travail, et de la même façon que les croyants se plient aux injonctions de dieux qu'ils ont inventés, nous les laissons régner sur nos vies. L'absurdité de tout cela devient particulièrement manifeste en temps de crise: notre cécité généralisée, notre incapacité d'en faire la critique auraient probablement irrité Marx au plus haut point.

Quelles sont en effet les explications courantes de la crise actuelle? Des acheteurs imprudents se sont procurés des maisons qu'ils ne pouvaient payer, attirés par des banquiers tout aussi imprudents qui leur ont proposé des conditions de prêt extrêmement alléchantes, à tout le moins à première vue... Evidemment, ces banquiers prenaient un risque, mais comme la valeur des maisons était destinée à s'ac-

croître et que le stratagème de la «titrisation» leur permettait de transférer ce risque à d'autres, ils jouaient une carte gagnante. Manque de pot, à un moment donné, la valeur des maisons a cessé d'augmenter. Un acteur, l'argent, a fait défaut... Le marché en a pris pour son rhume. On espère que ça ne dégènera pas trop, mais tout va de mal en pis. On aurait dû surveiller davantage, réglementer de façon à empêcher les initiatives trop hasardeuses... Le plus souvent, sur le fond, les explications que l'on propose de cette crise se résument à cela.

Les gens qui les avancent pensent décrire une situation objective; Marx dirait d'eux qu'ils s'égarent dans des brumes mystiques.

Au Moyen-Âge, fait-il observer, l'argent et les marchandises sont absents de l'économie paysanne et celle-ci se laisse lire avec la plus grande aisance. Le serf verse son tribut en nature et il ne se fait pas mystère que le seigneur vit à ses dépens. Reprenons donc l'explication de la crise dont nous venons de faire état, mais en l'examinant cette fois-ci avec des yeux plus naïfs, des yeux qui ne regardent plus l'activité humaine à travers le filtre familial de l'économie marchande et qui, de ce fait, ont retrouvé leur faculté d'étonnement. Les amateurs de théories savantes seront déçus: ils ne trouveront rien d'alambiqué à se mettre sous la dent, mais comme l'enseigne Descartes, pour voir clair dans le complexe, ne faut-il pas d'abord le ramener au simple?

Des acheteurs imprudents se sont procurés des maisons qu'ils étaient incapables de payer. Imaginons une société où l'argent n'existe pas. On pourrait de toute évidence y construire des maisons. Il va aussi de soi que l'on fabriquerait ces maisons pour en profiter, pas pour les laisser à l'abandon. Pourtant aux États-Unis, actuellement, des milliers, voire des millions de personnes sont forcées de quitter leur résidence. Ces habitations sont disponibles, mais personne ne peut en bénéficier. Une telle absurdité devrait nous atterrir. C'est compter sans la magie du fétichisme. Quelles sont en effet nos réactions? Nous déplorons bien sûr que des gens perdent leur maison, mais comme nous ne voyons rien d'anormal dans le fait de ne pas «avoir les moyens» de profiter de ce que l'on a produit, nous considérons que c'est ce qui doit arriver lorsqu'on n'a pas l'argent pour payer, et nous en tirons la leçon qu'il est bien imprudent de vivre au-dessus de ses moyens. Pour ce qui est des banquiers, nous leur servons une morale similaire: on ne prête pas l'argent que l'on n'a pas à des gens qui ne pourront rembourser. Nous délirons ferme en toute inconscience. Nous considérons les maisons, l'argent et l'ensemble des marchandises comme des objets qui circulent sur une scène autonome et souveraine, le marché, de la même manière que les êtres divins peuplent le ciel, et nous nous disons qu'il faut faire preuve de prudence lorsque



ARCHIVES LE DEVOIR

nous entrons en contact avec eux parce que des gestes trop inconsidérés sont susceptibles de déclencher de violentes tempêtes dont nous pourrions tous être victimes. Les actions impies provoquent la colère des dieux et il en va de même de nos comportements à l'égard du marché... Nous sommes plongés dans un univers de choses que nous enveloppons d'un nuage religieux; nous n'arrivons pas à voir ces choses comme les produits de notre travail collectif, donc comme un monde qu'il nous revient de gérer le plus rationnellement possible, et nous acceptons benoîtement qu'elles nous donnent du martinet.

Exploitation en cause?

Supposons que la petite société que nous avons imaginée prenne de l'expansion et que pour faciliter les échanges, on décide d'y introduire l'argent. Dans un premier temps tout au moins, celui-ci serait perçu non pas comme une richesse, mais simplement comme un moyen d'échange. On en ferait circuler une quantité suffisante et la répartition des marchandises s'effectuerait probablement sans trop d'acrobies. Là encore, ce n'est pas ce qui se produit aux États-Unis.

L'argent, en effet, n'y facilite pas la distribution des maisons, il la bloque. Les gens qui en auraient besoin n'en ont pas... Phénomène étonnant pour le regard vierge que nous procure la lecture du *Capital*! Comment l'expliquer?

Dans *Le Devoir* du 17 novembre, Serge Truffaut écrit: «En 1928, l'inégalité des revenus avait atteint un sommet. En 2006, l'inégalité a enregistré un record. Dans les deux cas, c'est à méditer et à retenir, 5 % des plus riches faisaient main basse sur le tiers de l'ensemble des revenus. C'est à noter, cette culture de l'injustice la plus pernicieuse qui soit fut amorcée aux États-Unis et en Grande-Bretagne dans les années 80 avant que l'Allemagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le... Canada ne les imitent...» Quand M. McCain a acheté sept ou huit maisons, il trouve que c'est assez. Par malheur, il dispose de l'argent qui permettrait à ses concitoyens moins nantis de se procurer celles qui attendent d'être habitées. On le voit bien, lorsque l'argent est monopolisé de la sorte par quelques «winners», il lui est impossible de jouer correctement son rôle de moyen de circulation. Se pourrait-il alors que, plutôt que d'être l'effet d'un déséquilibre entre l'offre et la demande ou d'un quelconque enrayage de cet ordre sur la scène autonome du marché, la crise actuelle trouve son explication, pour employer les termes de Marx, dans «un rapport social déterminé des hommes entre eux (qui) revêtirait ici pour eux la forme fantastique d'un rapport des choses entre elles»? L'exploitation, dont Marx a exposé les mécanismes de façon magistrale, serait-elle en cause?

Quel vilain mot venons-nous d'utiliser! L'entrepreneur, l'homme d'affaires, l'investisseur, voilà autant de héros dynamiques qui procurent de l'emploi, font croître les richesses, engendrent la prospérité... L'industriel par exemple, dont l'entreprise fait du profit, n'a exploité personne. Il a payé correctement ses employés et il a vendu sa marchandise au prix du marché. Un petit miracle reste néanmoins à ex-

pliquer: l'apparition du profit. Si cet entrepreneur avait redistribué le bénéfice de ses ventes à ses employés en fonction du travail que ceux-ci ont fourni, d'où son profit aurait-il bien pu provenir? Quelle drôle de question... De son côté, l'investisseur a vu croître ses dividendes parce qu'il a fait des placements avisés. Evidemment, cela lui permet de se procurer des richesses qu'il n'a en rien contribué à produire, mais pourquoi s'arrêter à cela? De la même façon, des maisons qui prennent de la valeur sur le marché, c'est normal quand la demande est forte. Cela permet aussi de mettre la main sur le travail d'autrui, mais quand on sait que, comme la cuisine de Jupiter, les marchandises ont ce pouvoir mystérieux d'engendrer des petits, on ne s'embarrasse pas de telles arguties. Evidemment, que la fécondité des marchandises disparaisse et là, ça devient plus embêtant, mais les dieux ont de ces caprices...

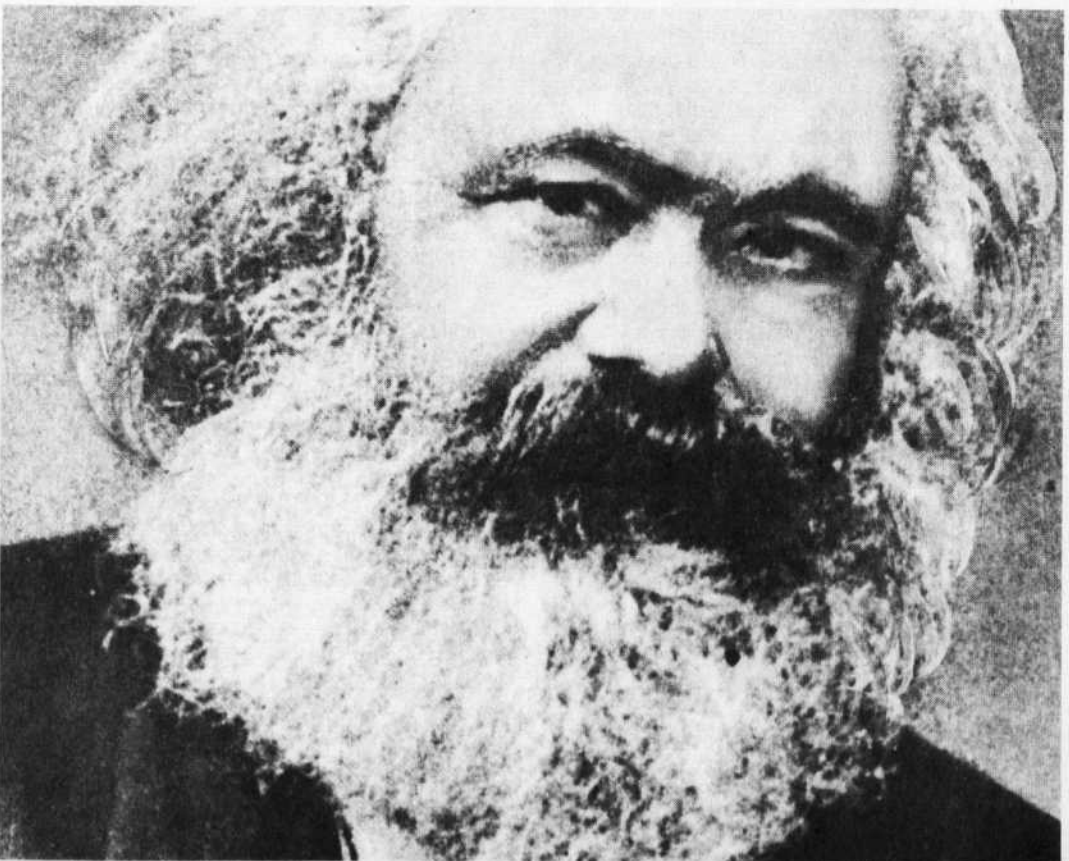
L'argent a donc cet avantage de masquer bien des choses. Au Moyen-Âge, nous l'avons rappelé plus haut, ce n'est pas le cas. Toutefois, il ne faut pas se méprendre: le seigneur ne fait pas de profit. Pour cela, il lui faudrait vendre ce qu'il a extorqué à ses paysans et transformer ainsi son butin en argent. C'est bien ce qui se passe dans nos sociétés marchandes, et c'est aussi ce qui fait que tout se complique. La production de masse implique la consommation de masse, et la consommation de masse suppose que la population dispose d'un pouvoir d'achat qui corresponde à la valeur de ce qu'elle a produit. Toutefois, comme nous venons de l'indiquer, si c'était le cas, d'où le profit viendrait-il? Problème insoluble? Mais non! Il y a le crédit... Vient malheureusement un temps où l'emprunteur doit rembourser.

On ne peut étirer l'élastique indéfiniment. Impossible d'avoir en même temps le beurre, c'est-à-dire le profit associé à la production de masse, et l'argent du beurre, c'est-à-dire les sous qui permettent d'acheter les marchandises de façon à ce qu'elles génèrent des profits. Et pourtant, il n'existe pas d'autre façon d'en créer.

Problème insoluble? Il semble bien que oui! Problème contournable cependant, tant que le capital consent au régime frugal que lui prescrit le docteur Keynes. Mais tôt ou tard, l'appétit revient et les contradictions retrouvent leur vigueur.

Sous leur férule, déplore Marx, l'histoire humaine revêt la forme d'un processus naturel, dominé par des lois, des forces auxquelles se soumettent les humains, sans réaliser que ce monde et cette histoire sont leur propre création. Les lignes suivantes, qui terminent le Tome III du *Capital*, n'ont rien perdu de leur actualité: «La seule liberté est que l'homme social, les producteurs associés régissent rationnellement leurs échanges avec la nature, qu'ils la contrôlent ensemble au lieu d'être dominés par sa puissance aveugle et qu'ils accomplissent ces échanges en dépensant le minimum de force et dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine.»

Vous avez un commentaire, des suggestions? Écrivez à Antoine Robitaille: arobitaille@ledevoir.com.



Karl Marx

ARCHIVES LE DEVOIR